

SAMIR AMIN

La montée en puissance des pays émergents du Sud face aux défis de la mondialisation contemporaine

La conjoncture oppose le déclin des vieux centres (Etats Unis, Europe et Japon), en crise, à l'essor impétueux des pays émergents (Chine et autres). Trois possibilités : la crise en cours se transmet aux pays émergents et freine sérieusement leur essor ; celui-ci se poursuit néanmoins et conduit à un nouvel essor du capitalisme, davantage centré sur l'Asie et l'Amérique du Sud ; le développement des émergents déconstruit la mondialisation telle qu'elle est et produit un monde authentiquement polycentrique dans lequel se conjugueront et se confronteront des avancées en direction d'alternatives démocratiques et populaires et des restaurations violentes.

La thèse la plus populaire soutient que les victoires des luttes anti impérialistes d'hier n'ont pas ouvert la voie au socialisme mais à un nouvel essor du capitalisme. L'argument majeur de ma critique de cette thèse procède de la constatation que le modèle du capitalisme historique, désormais proposé comme modèle exclusif, a été fondé dès l'origine sur la production et la reproduction de la polarisation mondiale. Cette particularité est elle-même le produit de l'expulsion massive de la paysannerie sur laquelle son déploiement a été fondé. Ce modèle n'a été soutenable que grâce à la soupape de sécurité que l'émigration massive vers les Amériques permettait. La reproduction de ce même modèle est rigoureusement impossible pour les pays de la périphérie d'aujourd'hui – près de 80% de la population mondiale dont près de la moitié de ruraux – faute de 5 ou 6 Amériques qui leur seraient nécessaires pour « rattraper par imitation ». Le rattrapage reste une illusion et les progrès accomplis dans cette direction ne peuvent qu'enfermer dans l'impasse. Telle est la raison pour laquelle je dis que les luttes anti impérialistes sont potentiellement anti capitalistes. Si on ne peut pas « rattraper », il faudra bien « faire autre chose ». Bien entendu la transformation dans ce sens des visions à long terme du « développement » des pays émergents n'est en aucune manière « inéluctable ». Elle est seulement nécessaire et possible. Dans l'immédiat les succès des pays émergents en termes de croissance accélérée dans le capitalisme mondialisé et par des moyens capitalistes renforcent l'illusion du rattrapage possible. Cette même illusion avait accompagné les expériences de la première vague de « l'éveil du Sud » au 20^{ème} siècle, quand bien même celles-ci ont été vécues comme un « rattrapage par la voie du socialisme

Aujourd'hui l'impérialisme collectif de la triade déploie tous les moyens économiques, financiers et militaires en sa possession pour perpétuer sa domination du monde. Les pays émergents qui déploient des stratégies visant à annihiler les avantages de la triade – le contrôle des technologies, l'accès exclusif aux ressources naturelles du globe, le contrôle militaire de la planète – sont de ce fait en conflit avec la triade. Ce conflit contribue à dissiper les illusions éventuelles sur leur possibilité « d'avancer dans le système » et donne aux forces démocratiques et populaires la possibilité d'infléchir le cours des choses en direction d'avancées sur la longue route de la transition au socialisme. Jusqu'à ce jour les pays émergents ont inscrit leur croissance accélérée dans la mondialisation capitaliste et par des moyens capitalistes. Si ces pays tentaient de poursuivre cette voie, fondée sur la priorité donnée à leurs exportations, alors la crise qui frappe les vieux centres les toucherait sérieusement à leur tour.

Le conflit centres/périphéries est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. C'est pourquoi la lutte des peuples du Sud pour leur libération s'articule à la remise en question du capitalisme. Car la rente impérialiste associée à l'expansion mondiale du capitalisme historique toujours dominé par la triade n'est pas seulement source majeure de profits pour le capital des monopoles, elle conditionne également la reproduction de la société dans son ensemble. Ce n'est donc pas un hasard si le Sud constitue toujours "la zone des tempêtes", des révoltes répétées, potentiellement efficaces. Les classes dirigeantes des pays du Sud dit "émergents" ont visiblement opté

pour une stratégie qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays. Pourtant les sociétés du Sud sont aujourd'hui équipées de moyens qui leur permettraient de réduire à néant les moyens de contrôle des centres impérialistes. Ces sociétés sont capables de se développer par elles mêmes, sans tomber dans la dépendance. Elles disposent d'un potentiel de maîtrise technologique qui leur permettrait d'en faire usage pour elles mêmes. Elles peuvent contraindre le Nord, en récupérant l'usage de leurs ressources naturelles, à s'ajuster à un mode de consommation moins néfaste. Elles peuvent sortir de la mondialisation financière. Elles remettent déjà en question le monopole des armes de destruction massive que les Etats Unis veulent se réserver. Elles peuvent développer des échanges Sud Sud – de marchandises, de services, de capitaux, de technologies. Plus que jamais la déconnexion est à l'ordre du jour du possible. Ces sociétés le feront-elles ? Et qui le fera? Les classes dirigeantes en place? Les classes populaires parvenues au pouvoir ? Probablement dans un premier temps des régimes de transition de nature nationale/populaire.

De 1500 à 1900 les " Occidentaux " façonnent seuls les structures du monde nouveau du capitalisme historique. Les peuples des périphéries conquises résistent certes mais ils sont toujours finalement défaits et contraints de s'ajuster aux exigences de leur statut de subordonnés. Le XXe siècle inaugure – avec « l'éveil des peuples des périphéries » - un chapitre nouveau de l'histoire : la révolution iranienne de 1907, celle du Mexique (1910-1920), de la Chine (1911) qui annonce celle de 1949, 1905 dans la Russie "semi périphérique" qui annonce 1917, la Nahda arabo musulmane, la constitution du Mouvement des Jeunes Turcs, la révolution égyptienne de 1919, la formation du Congrès indien en constituent les premières manifestations. Les peuples des périphéries se mobilisent sous les drapeaux du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba) ou sous ceux de la libération nationale associée à des degrés divers à des réformes sociales progressistes.

Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandoung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles. Les progrès de l'industrialisation amorcés durant l'ère de Bandoung ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud.

Cette première vague d'éveil des peuples des périphéries s'épuise pour des raisons multiples et combinées tenant à la fois à ses propres limites et contradictions internes et au succès de l'impérialisme qui parvient à inventer de nouveaux modes de contrôle du système mondial en renforçant ses moyens de contrôle de l'invention technologique, de l'accès aux ressources de la planète, de maîtrise du système financier mondialisé, des communications et de l'information, des armements de destruction massive. Mais le moment du triomphe du nouvel impérialisme collectif de la triade constituée par les Etats Unies, l'Europe et le Japon est bref. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions est ouverte. Dans ce cadre la seconde vague d'éveil des nations des périphéries, déjà amorcée, interdit désormais à l'impérialisme collectif de la triade d'envisager la possibilité de maintenir ses positions dominantes autrement que par le contrôle militaire de la planète.

L'histoire de l'expansion mondialisée du capitalisme historique est celle d'une accumulation largement financée par la dépossession des peuples des périphéries au profit de ceux des centres depuis la conquête des Amériques, la traite négrière jusqu'à la colonisation, denier en date celle en cours de la Palestine. La dépossession n'a pas frappé seulement les populations paysannes – la grande majorité des peuples d'autrefois. Elle a détruit les capacités de production industrielle (artisanats et manufactures) de régions naguère plus prospères que l'Europe elle même : la Chine et l'Inde entre autre.

L'impasse capitaliste se manifeste avec une évidence éclatante à propos de la question agraire.

La voie de développement du capitalisme historique est fondée sur l'appropriation privée du sol agraire, la soumission de la production agricole aux impératifs du « marché », et, à partir de là, l'expulsion progressive et accélérée de la population paysanne au bénéfice d'un petit nombre d'agriculteurs capitalistes, qui ne sont plus des paysans, et finissent par ne représenter plus qu'un pourcentage insignifiant de la population (de 5 à 10%), mais capable de produire suffisamment pour nourrir l'ensemble des peuples des pays concernés, et même exporter des surplus de production importants. Cette voie capitaliste n'a été possible que parce que les Européens ont disposé de la gigantesque soupape de sécurité que représentait l'immigration vers les Amériques. Or celle-ci n'existe tout simplement pas pour les peuples des périphéries d'aujourd'hui. De surcroît l'industrialisation moderne ne pourrait absorber qu'une faible minorité des populations rurales concernées, parce que, en comparaison avec les industries du XIXe siècle, celles d'aujourd'hui intègrent des progrès technologiques – condition de leur efficacité – qui économisent la main d'œuvre qu'elles emploient. La voie capitaliste ne peut produire ici que « la planète des bidonvilles », produire et reproduire indéfiniment du travail à bon marché. En Europe, en Amérique du Nord et au Japon la voie capitaliste – associée au débouché de l'émigration et aux profits de l'impérialisme – a bien créé – tardivement – les conditions d'un compromis social capital-travail (particulièrement visible dans l'après seconde guerre mondiale avec le *Welfare State*). Les conditions d'un compromis de ce modèle n'existent pas dans les périphéries d'aujourd'hui. Cette voie ne peut trouver sa base sociale que dans les nouvelles classes moyennes devenant les bénéficiaires exclusives de ce développement.

Sans doute l'image de la réalité dominante ne permet-elle pas d'imaginer une remise en question immédiate de l'ordre du capitalisme mondialisé. Les classes dirigeantes des pays du Sud, défaites, ont largement accepté de s'inscrire dans leur rôle de compradores subalternes ; les peuples désemparés, engagés dans la lutte pour la survie quotidienne paraissent souvent accepter leur sort ou même – pire – se nourrir des illusions nouvelles dont ces mêmes classes dirigeantes les abreuvent. Néanmoins les classes dirigeantes des pays du Sud dit "émergents" ont visiblement opté pour une stratégie qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays.

L'émergence de la Chine : remise en question de l'ordre impérialiste ?

La Chine occupe, au sein du groupe des pays dits « émergents » une place tout à fait particulière. Non seulement par sa taille, mais surtout par le succès de son industrialisation en profondeur et de son mode particulier et efficace de réponse à la question agraire, l'un et l'autre rendus possibles par la révolution socialiste et par le maoïsme. Le rapport entre le pouvoir exercé par l'appareil du Parti (qui se prétend toujours « communiste »), le bloc social sur lequel il s'appuie (en gros les « classes moyennes » bénéficiaires majeures du développement en cours, mais tout également les capitalistes) d'une part, et d'autre part les classes populaires (ouvrières et paysannes), est, de ce fait, singulier. Sa transformation, dans un sens négatif (celui d'une restauration capitaliste franche) ou positif (défini par des modalités de « compromis sociaux » favorables aux classes populaires) demeure l'objet d'évolutions divergentes possibles. Les choix entre des formes de démocratisation associées au progrès social d'une part, ou les formes de la démocratisation « conventionnelle » auxquelles aspirent peut être (mais cela n'est pas même certain) les classes moyennes, sont au cœur du défi auxquels les forces sociales de droite et de gauche sont confrontées ici.

Les discours dominants prétendent que l'héritage du sous développement est en voie d'être dépassé par l'Asie qui « rattrape son retard » en s'affirmant au sein du système capitaliste, et non pas en rompant avec celui-ci ; et les apparences confortent bien cette vision de l'avenir. Un capitalisme qui perdrait de ce fait son caractère impérialiste du moins en ce qui concerne l'Asie de l'Est et du Sud. L'avenir que cette évolution traduirait est celui d'un monde multipolaire, organisé autour au moins de quatre pôles: les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine ou sept si l'on ajoute aux précédents la Russie, l'Inde et le Brésil.

L'analyse sur laquelle repose ce raisonnement me paraît courte. En premier lieu parce que cette prévision ne tient pas compte des politiques que Washington entend déployer pour mettre en échec le projet chinois. L'installation militaire permanente des Etats-Unis en Asie occidentale constitue une menace militaire dirigée principalement en dernier ressort contre la Chine. Et comme de surcroît l'Europe n'est pas encore parvenue à imaginer qu'elle puisse rompre avec l'atlantisme qui la situe dans le sillage des Etats-Unis, et que pour des raisons analogues et/ou particulières le Japon demeure déférent à l'égard de son protecteur d'outre Pacifique, les jours de l'impérialisme collectif de la triade sont encore loin d'être comptés. En second lieu la mesure du « succès » par les seuls taux de croissance de l'économie demeure trompeuse et la validité de sa projection au-delà de quelques années douteuse. La poursuite éventuelle de la croissance en Asie dépend de nombreux facteurs internes et externes qui s'articulent de manières diverses selon d'une part les modèles stratégiques de modernisation sociale choisis par les classes dominantes locales et d'autre part les réactions de l'extérieur. Au-delà de ce que représenterait la poursuite de la croissance du point de vue de l'équilibre écologique de la Planète le conflit avec les pays de la triade impérialiste, bénéficiaires exclusifs jusqu'ici de l'ensemble des ressources de la Planète, est de ce fait appelé à s'aiguiser.

Le discours dominant attribue le succès de la Chine post maoïste aux seules vertus du marché et de l'ouverture extérieure. Et pourtant durant les trois décennies du maoïsme (1950 à 1980) la Chine avait déjà enregistré une croissance exceptionnelle à des taux doubles de ceux de l'Inde ou d'une quelconque grande région du tiers monde. Cela étant les performances des deux dernières décennies du siècle apparaissent encore plus extraordinaires. Ces réalisations sans pareille n'auraient pas été possibles en l'absence des bases économiques, politiques et sociales construites au cours de la période précédente.

Mais l'impérialisme de la triade est fondé sur les nouveaux moyens mentionnés plus haut en lieu et place de l'ancien monopole de l'industrie. Ces nouveaux privilèges des centres impérialistes sont appelés à approfondir la polarisation à l'échelle mondiale, non à l'atténuer. Dans ce sens la qualification de « pays émergents » relève de la farce idéologique; il s'agit de pays qui, loin de « rattraper », construisent le capitalisme périphérique de demain. La Chine ne fait pas exception; elle est déjà un atelier de sous traitance au bénéfice du capital et de la consommation des centres impérialistes!

Le socialisme de marché : étape dans la transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ?

La classe dirigeante chinoise a choisi la voie capitaliste et le « socialisme de marché » devient un raccourci permettant de mettre en place progressivement les structures et les institutions fondamentales du capitalisme, en réduisant au maximum les frottements et les peines de la transition au capitalisme.

Quelles sont les possibilités offertes par cette voie à la Chine d'aujourd'hui ? Des alliances entre les pouvoirs de l'Etat, la nouvelle classe de grands capitalistes privés, les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Toute analogie avec les alliances historiques construites par certaines bourgeoisies européennes avec la paysannerie (contre la classe ouvrière), puis, par la suite le compromis historique capital-travail de la social-démocratie, demeure donc artificiel.

Le modèle de développement capitaliste à l'oeuvre est fondé sur la priorité aux exportations sur lesquelles se greffe la croissance de la consommation des classes moyennes. C'est le modèle par excellence de l'accumulation périphérique. Sa poursuite implique ce qu'on voit déjà : une exploitation barbare des travailleurs qui rappelle le XIX^e siècle, un désastre écologique. En contrepoint un modèle de développement authentique est nécessairement fondé sur la priorité à l'élargissement du marché interne au bénéfice des classes populaires renforcé par le développement des productions de biens de production. Les conflits politiques et sociaux en Chine opposent ces deux lignes. Cette faiblesse d'un

bloc hégémonique pro-capitaliste en Chine est à l'origine du problème difficile de la gestion politique du système.

« La Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de pauvres ». La Chine nourrit 22 % de la population mondiale bien qu'elle ne dispose que de 6 % des terres arables de la planète. Le véritable miracle se situe là. En rapporter l'origine principale à l'ancienneté de la civilisation chinoise n'est pas correct. Car s'il est vrai que jusqu'à la révolution industrielle la Chine disposait d'un équipement technologique plus avancé dans l'ensemble que toutes les autres grandes régions du monde, sa situation s'était dégradée pendant un siècle et demi et avait produit le spectacle d'une misère à grande échelle comparable à celle des pays de la périphérie ravagés par l'expansion impérialiste, Inde et autres. La Chine doit son redressement remarquable à sa révolution. A l'autre extrémité de l'éventail des situations créées par l'expansion capitaliste mondiale je situerai le Brésil : « un pays riche où l'on ne voit que des pauvres ».

La révolution chinoise a fait entrer la société de ce pays dans la modernité. Cela s'exprime dans tous les aspects du comportement de ses citoyens qui se considèrent responsables de leur histoire. Cette modernité explique qu'on ne voit pas en Chine d'expression de ces névroses para-culturelles qui sévissent ailleurs, dans les pays musulmans, dans l'Inde hindouiste, en Afrique sub-saharienne. Les Chinois vivent leur temps, ne se nourrissent pas de ces variétés de nostalgie à l'égard d'un passé mythologique recomposé qui caractérisent ailleurs l'air du temps. Ils ne connaissent pas de problème « d'identité ». La modernité dans laquelle la Chine s'est engouffrée constitue un atout majeur pour son avenir. La révolution et le plongeon dans la modernité ont transformé le peuple chinois plus qu'aucun autre dans le tiers monde contemporain. Les classes populaires chinoises ont confiance en elles mêmes, elles savent se battre et elles savent que la lutte paye. L'égalité est devenue une valeur essentielle de l'idéologie commune. La combativité dans les luttes sociales est remarquable. Le pouvoir le sait et s'emploie à la fois à réprimer, à tenter d'éviter la cristallisation de fronts de lutte dépassant les horizons locaux (par l'interdiction de l'organisation autonome des classes populaires) et à en atténuer les dangers par l'art du « dialogue » et de la manipulation.

L'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas (encore ?) été perdue. Et à mon avis elle ne le serait que le jour où le système chinois aura renoncé au droit à la terre de tous ses paysans. Jusque là les luttes politiques et sociales peuvent infléchir le cours des évolutions. La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette classe pensent également circonvenir par ce même moyen l'émergence de la bourgeoisie. La bourgeoisie et les classes moyennes dans leur ensemble ne sont pas décidées à se battre pour la démocratie et acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie « à la manière asiatique », pourvu que celle-ci autorise le déploiement de leurs appétits de consommateurs. Les classes populaires se battent sur les terrains de la défense de leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ?

L'option alternative seule capable d'assurer la stabilité du développement du pays ne peut être fondée que sur une priorité donnée à l'expansion du marché interne, sur la base de rapports sociaux régulés de manière à réduire au maximum les inégalités sociales et régionales ; et, en conséquence, la soumission des rapports extérieurs aux exigences de cette logique motrice.

L' Inde : une grande puissance ?

Ayant déjà franchi le cap du milliard d'habitants, accusant des taux de croissance économique meilleurs que les moyennes mondiales, l'Inde est vite classée parmi les puissances montantes du XXI^e siècle.

La raison de mes doutes sur ce pronostic procède de l'importance décisive que j'attribue au fait que l'Inde indépendante ne s'est pas attaquée au défi majeur auquel elle est confrontée, celui de transformer

radicalement les structures qu'elle a héritées de son façonnement par le capitalisme colonial. La colonisation britannique a pour l'essentiel transformé l'Inde ancienne en un pays agraire capitaliste dépendant. Les Britanniques ont, à cette fin, systématiquement construit des formes affirmées de la propriété privée du sol agricole excluant la majorité de la paysannerie de l'accès à celle-ci. La majorité des paysans se sont retrouvés transformés en une paysannerie pauvre, pratiquement sans terre. Le prix payé pour l'option en faveur de cette « voie capitaliste » du développement de l'agriculture est l'incroyable misère qui frappe la grande majorité du peuple indien. Et l'Inde indépendante a réduit ses promesses faites aux paysans à un semblant de réforme agraire sans portée réelle. Ce choix s'est manifesté dans toute son ampleur par l'option en faveur de la « révolution verte », qui a renforcé la position des classes rurales dominantes. Il reste que lorsque, comme au Bengale occidental et au Kerala, les pouvoirs locaux communistes ont été un peu plus loin - autant que leur permettrait la constitution indienne - les résultats positifs enregistrés en termes sociaux et économiques n'ont pas été négligeables et le soutien populaire aux promoteurs des réformes s'est trouvé renforcé.

En Inde cet héritage colonial est renforcé dans ses effets de blocage du progrès par la persistance de l'idéologie des castes. Les « castes inférieures » (aujourd'hui connues sous le nom de Dalit) et assimilées (« populations tribales ») rassemblent un quart de la population indienne (autour de 250 millions d'individus). Privées de tous droits, en particulier de l'accès au sol, ils constituent une masse de « quasi esclaves » propriété collective des « autres ». La persistance de cette condition renforce les idées et les comportements réactionnaires des « autres » et favorise l'exercice du pouvoir par et au bénéfice de la minorité des privilégiés, contribuant à neutraliser les protestations éventuelles de ceux des exploités - la majorité - qui se situent entre les exploités minoritaires et les opprimés de statut dalit.

Les gouvernements du Congrès de l'Inde indépendante ont mis en œuvre un projet national qui s'inscrit parfaitement dans son époque, marquée par les victoires remportées par les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique à la suite de la seconde guerre mondiale. La colonisation avait procédé dès le départ à une désindustrialisation systématique de l'Inde - alors avancée - au bénéfice de la Grande Bretagne en voie d'industrialisation. L'Inde indépendante a donc donné la priorité première à son industrialisation. Celle-ci, conçue avec un bon degré de systématisation au moins dans la période des premiers Plans du temps de Nehru, a associé le grand capital industriel indien privé aux entreprises du secteur public, promues pour combler les insuffisances du système productif hérité de la colonisation, accélérer la croissance et renforcer les industries de base.

Ces différences entre le modèle national indien et celui de la Chine communiste rendent compte des écarts visibles dans les résultats qu'ils ont permis. Les taux de croissance des productions industrielles et agricoles de l'Inde sont demeurés en gros situés à des niveaux très inférieurs à ceux de la Chine. De surcroît alors que la croissance chinoise s'accompagnait d'une amélioration évidente des niveaux de vie de la masse des classes populaires, cela n'était pas le cas de celle de l'Inde, dont la croissance bénéficiait exclusivement aux classes moyennes nouvelles - minoritaires quand bien même leur expansion s'accélérait au point de passer en une trentaine d'années de 5 à 15 % de la population globale du pays - tandis que la misère des classes populaires dominantes demeurait inchangée, voire s'aggravait marginalement.

L'Inde est, contrairement à la Chine, un pays multinational et la colonisation britannique n'était parvenue à imposer son pouvoir qu'en jouant précisément sur la diversité des peuples (et des Etats) indiens. A l'actif du mouvement de libération nationale : son succès dans ce domaine sans pareil ailleurs dans le monde colonial. Ce mouvement est parvenu réellement à unir la dizaine des grandes nations dont le pays est composé en une seule « Nation ». Peu importe que la qualification de cette Nation (« Bharat », d'où le concept de Bharatva, qu'on peut traduire par « indianité ») paraisse « discutable » d'un point de vue « scientifique ». L'Inde est bel et bien désormais une Nation, dont la réalité vécue s'impose à toutes ses composantes. Et jusqu'à ce jour le sentiment de cette appartenance commune l'emporte sur l'affirmation des spécificités locales (entre autre linguistiques). Le mouvement de libération nationale n'a enregistré sur ce plan qu'un seul échec, dans sa volonté d'associer les Musulmans à la création de la nouvelle Nation indienne. Ici les Britanniques sont

parvenus à mettre en échec le projet national indien et à imposer la création des Etats artificiels du Pakistan et du Bengla Desh. Il reste que les Musulmans qui sont restés en Inde (15 % environ de la population totale), même si parfois ils paraissent « poser problème » (un problème que les culturalistes hindouistes exploitent, quand ils ne le suscitent pas), sont réellement et correctement intégrés dans tous les aspects de la vie sociale et politique du pays. La laïcité de l'Etat indien, que même la vague culturaliste hindouiste n'est pas parvenue à remettre en question, est à l'origine de ce succès.

Sans doute pourrait-on nuancer ce jugement globalement positif. La répression des revendications des Sikhs (qui a valu la vie à Indira Gandhi), le borbier kashmiri témoignent des limites des capacités du régime à gérer correctement les « questions nationales » (quand bien même on les qualifierait autrement). Mais il reste qu'avec toutes les grandes nations du Nord « indo aryen » et du Sud « dravidien » les pouvoirs de Delhi ont su trouver les formules d'une gestion correcte des problèmes, et par là même donner à l'unité fédérale (en fait beaucoup plus centralisée que les termes de la Constitution ne le laissent entendre) une réalité solide.

L'expérience de l'Inde contemporaine démontre la supériorité incontestable de l'option démocratique et la vanité des arguments en faveur d'une gestion autocratique prétendue plus efficace. Et cela en dépit des limites évidentes et du contenu de classe de la démocratie bourgeoise en général et de sa pratique réelle dans l'expérience de l'Inde. Cette option, à l'actif du mouvement de libération nationale (le Congrès et les Communistes), était probablement le seul moyen efficace permettant la gestion d'intérêts sociaux et régionaux divers – fussent-ils limités à ceux des classes privilégiées – et d'entraîner l'adhésion populaire au projet de la minorité constitutive du bloc hégémonique.

L'érosion du projet national populiste devait nécessairement se produire en Inde comme ailleurs, pour les mêmes raisons qui tiennent aux limites et contradictions propres à ce projet. Cette érosion et la délégitimation du pouvoir qui l'accompagnait ont donné l'occasion à une offensive des forces obscurantistes qui ont un nom : Hindutva. Ce terme désigne l'affirmation de la priorité de l'adhésion à la religion hindou dans la définition de « l'identité authentique » des peuples du pays. Il s'oppose au concept de « Bharatva » qui faisait référence à la Nation. Bien entendu l'affirmation « hindouiste » en question ne remet pas en question l'héritage colonial dans les domaines de la propriété du sol en particulier et du respect des hiérarchies de caste en particulier. En ce sens les illusions obscurantistes servent parfaitement les intérêts du pouvoir des compradores et de l'impérialisme. Les « spécificités » dont elles abreuvent leurs discours para « nationaux », voire para anti-impérialistes, sont parfaitement creuses. Elles alimentent un regain de la pratique des « communautarismes » (ici anti musulmans) que le pouvoir colonial avait utilisé en son temps pour faire face à la montée des aspirations de la libération nationale unitaire, moderniste, démocratique et laïque.

Néanmoins ici la régression s'est accompagnée ici d'un regain de radicalisation des luttes sociales. En témoigne l'offensive des Naxalites comme l'entrée brutale des Dalits dans le combat politique et social. En témoigne l'attachement affirmée de l'ensemble des classes moyennes à la démocratie, voire à la laïcité. On s'explique ainsi que l'effondrement de la légitimité presque exclusive dont le Congrès avait bénéficié n'ait pas permis une « victoire définitive » de la droite. La construction d'une alternative sociale progressiste impliquera nécessairement que des réponses adéquates soient données à quatre ensembles de défis.

Premier défi : donner au problème paysan indien une solution radicale, fondée sur la reconnaissance du droit de tous les paysans du pays à l'accès au sol, dans les conditions les moins inégalitaires qui puissent être, ce qui implique à son tour l'abolition du système des castes et de l'idéologie qui le légitime. Autrement dit que l'Inde accomplisse une révolution aussi radicale que fut celle de la Chine !

Second défi : construire l'unité du front du travail, rassembler dans ce front les segments des classes travailleuses relativement stabilisées et celles qui ne le sont pas. Il s'agit là d'un défi commun à tous les pays du monde contemporain et plus singulièrement à tous ceux de la périphérie du système, caractérisés par les effets destructeurs gigantesques de la nouvelle paupérisation (chômage massif, précarité, excroissance de l'informel misérable).

Troisième défi : maintenir l'unité du sous continent indien, renouveler les formes de l'association des différents peuples qui composent la nation indienne sur des bases démocratiques renforcées. Déjouer les stratégies de l'impérialisme qui, comme toujours, poursuit, au-delà de ses options tactiques, l'objectif de démembrer les « grands Etats », capables de mieux résister que les micro Etats aux assauts de l'impérialisme.

Quatrième défi : articuler les options de politique internationale autour de l'axe majeur que représente la reconstruction d'un « front des peuples du Sud » (et en premier lieu de la solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique), dans des conditions qui, bien entendu, ne sont plus celles qui présidaient à la formation du Mouvement des Non Alignés de « l'époque de Bandoung » (1955-1979). Donner la priorité première dans la phase en cours à l'objectif de mettre en déroute le projet étatsunien de contrôle militaire de la planète. Déjouer les manœuvres politiques de Washington visant à empêcher un rapprochement sérieux entre l'Inde, la Chine et la Russie.

Les forces politiques et sociales qui font obstacle à l'engagement de l'Inde dans les directions mentionnées ci-dessus sont importantes. Elles constituent un « bloc hégémonique » qui rassemble un cinquième de la population – derrière la grande bourgeoisie industrielle, commerçante et financière et les grands propriétaires fonciers, la grande masse des paysans riches et des classes moyennes, la haute bureaucratie et la technocratie. Ces 200 millions d'Indiens ont été les bénéficiaires exclusifs du projet national tel qu'il s'est déployé jusqu'ici. Sans doute dans le moment actuel de libéralisme extrême triomphant ce bloc se fissure, sous l'effet entre autre du coup d'arrêt donné à la mobilité sociale ascendante des classes moyennes inférieures, menacées de précarisation, voire d'appauvrissement sinon de paupérisation. Cette conjoncture offre à la gauche la possibilité de développer des tactiques – si elle sait le faire – susceptibles d'affaiblir la cohérence de ces forces réactionnaires en général, et plus précisément de leur direction compradorisée courroie de transmission de la domination de l'impérialisme mondialisé. Mais elle offre également ses chances à la droite hindouiste – en cas de défaillance de la gauche.

La minorité que constitue ce bloc se trouve donc dans une situation qui exclut la reproduction en Inde de ce que fut le compromis historique capital/travail fondateur de l'option social démocrate de l'Occident développé. La gestion de la cohérence de ce bloc hégémonique par la démocratie politique telle qu'elle est pratiquée en Inde n'atténue pas son contenu de classe réactionnaire. Elle en constitue au contraire le moyen efficace de l'affirmation. Or ce bloc hégémonique est bel et bien « intégré » aux logiques de la mondialisation capitaliste dominante. Et jusqu'à ce jour aucune des forces politiques diverses à travers lesquelles il s'exprime ne les remet en question. On comprendra alors les raisons pour lesquelles le « projet national indien » demeure fragile et vulnérable, incapable à terme de réaliser les objectifs qu'il s'assignerait : faire de l'Inde une « grande puissance moderne capitaliste ».

Cette vulnérabilité se traduit par les comportements opportunistes fréquents de la classe politique indienne, argumentés le plus souvent en termes de « real-politik » à court terme. Face au projet des Etats-Unis de « contrôle global (militaire) de la planète » et de l'alignement de l'impérialiste collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) – en dépit des grincements de quelques uns de ses partenaires – la classe politique indienne se révèle jusqu'ici incapable de concevoir et de mettre en œuvre les contre feux nécessaires. Cela impliquerait la construction d'un front associant l'Inde, la Chine et la Russie toutes également menacées par la compradorisation que produit l'expansion de l'impérialisme collectif nouveau. Les dirigeants de l'Inde – même à travers les formules gouvernementales les plus décidées à mettre en déroute la droite hindouiste/compradore – ne l'envisagent pas. Au contraire ils persistent à donner la priorité à leurs « conflits » avec la Chine, perçue comme un adversaire militaire potentiel et un concurrent économique dangereux sur les marchés du capitalisme mondialisé. Ils croient même pouvoir « utiliser » un rapprochement éventuel avec les Etats-Unis pour s'imposer comme leur allié majeur en Asie.

Le Brésil et les autres pays "émergents"

La situation du Brésil est également tout à fait différente de celle de la Chine. Ici aucun des problèmes hérités du passé colonial n'a trouvé jusqu'à présent le moindre début de solution, en particulier la question agraire fondamentale. La puissance arrogante des classes dirigeantes bourgeoises – capitalistes et propriétaires fonciers, technocrates à leur service, segments des classes moyennes bénéficiaires de l'expansion économique – est indiscutable. La qualification de Lula « d'homme d'Etat modèle » par les médias occidentaux ne surprend pas. La stratégie qu'il conduit – option capitaliste libérale ouverte, associée à des mesures de redistribution conçues comme moyens de « réduction de la pauvreté » (sans s'attaquer aux sources de celle-ci) – est exactement ce que préconisent les segments intelligents des forces politiques au service du maintien de la domination des oligopoles impérialistes.

Viennent ensuite un groupe d'autres pays « émergents », ou potentiellement tels, qui présentent – au-delà de leur diversité au cas par cas – un double désavantage. Je pense ici aux pays d'Asie du Sud-est (Thaïlande et Malaisie en particulier), à l'Afrique du Sud, à l'Iran et à la Turquie. D'abord ils ne sont pas de taille continentale et de ce fait disposent de moins de moyens de « négocier » avec la triade impérialiste, quand ils ne sont pas simplement exclus de cette perspective (l'Iran). D'autre part, comme l'Inde et le Brésil, ils n'ont jamais donné une solution – même partielle – à l'héritage des phases antérieures de la domination impérialiste, en particulier encore une fois au problème agraire. Les pouvoirs en place dans ces pays souffrent d'un déficit de crédibilité, pour le moins qu'on puisse dire, aux yeux de leurs classes populaires. Ils sont de ce fait fragiles et vulnérables, susceptibles, à défaut d'être renversés par des « révolutions victorieuses », d'être contraints d'évoluer à gauche si les luttes sociales savent mettre en place des blocs sociaux alternatifs à ceux sur lesquels leur pouvoir repose.

Un autre pays – encore d'Asie – est certainement en voie d'émergence : le Viet Nam, dont l'héritage révolutionnaire (proche par beaucoup d'aspects de celui de la Chine – révolution agraire radicale) pèse favorablement en faveur de solutions potentiellement plus favorables aux classes populaires qu'ailleurs.

Et les autres pays du Sud ?

Une autre strate des pays du Sud est constituée par un ensemble disparate mais néanmoins semblables par le fait qu'ils sont « riches » (en termes de PIB per capita) et que leur richesse est fondée exclusivement sur l'exploitation de ressources naturelles abondantes – le pétrole et le gaz en particulier. Ces pays sont confrontés à un défi particulièrement difficile à surmonter : sortir de leur insertion dans la mondialisation impérialiste fondée presque exclusivement sur cette « richesse », s'industrialiser, créer (ou recréer) une agriculture inexistante. Certains de ces pays ne le pourront presque certainement pas par eux-mêmes : les pays arabes pétroliers du Golfe, la Libye, le Gabon. Le Venezuela appartient à cette strate, mais il a néanmoins pris la décision d'en sortir. La difficulté d'y parvenir est visible, et grande. La tentation d'une demi-solution de compromis – utiliser une bonne fraction de la rente pétrolière pour réduire la pauvreté – est forte. La volonté de faire plus et mieux est tout autant visible. Mais elle se heurte, comme dans tous les pays de cette strate, à des classes économiquement dominantes particulièrement marquées par leur culture compradore et de ce fait ultra réactionnaires.

Les pays de l'ex URSS – Russie incluse – sont considérés par la triade comme ayant vocation à intégrer le monde des périphéries qu'elle domine, à l'image de ce que sont en passe de devenir les pays de l'Europe orientale – les PECO – « l'Amérique latine de l'Europe occidentale », en particulier de l'Allemagne. Il reste que la Russie peut résister victorieusement à ce sort, entraînant peut être l'Ukraine, le Caucase et l'Asie centrale. Mais elle ne le pourra sérieusement que si elle conçoit qu'il lui faut dépasser les horizons d'un projet purement « capitaliste national » pour renouer avec un projet social, déconnecté et à vocation socialiste.

La défaite du Mexique est à l'heure actuelle totale, mais pas nécessairement définitive. Annexé comme « province extérieure des Etats Unis » par l'inacceptable NAFTA, auquel sa classe dirigeante s'est néanmoins soumise sans réserve, le Mexique ne pourra plus se sortir des ornières que par une reprise

de sa belle tradition révolutionnaire, inaugurée en 1910, suspendue, qu'on pouvait espérer voir renaître avec les Néo Zapatistes.

L'Argentine restera « ingouvernable ». Ce pays paie un prix fort pour « l'avance » qui le plaçait il y a un siècle en tête du peloton des pays périphériques enrichis par leur inclusion dans le système capitaliste/impérialiste de l'époque. Le péronisme a hérité de ces illusions et tenté de les prolonger par une industrialisation précoce. Il a échoué dans ce sens qu'il n'a pas créé les conditions nécessaires pour éviter la récupération/réintégration de son système modernisé dans le système global qui domine toujours ce pays.

Les pays du Sud qui ont été véritablement "exclus" des bénéfices du développement capitaliste/impérialiste, constituent un autre groupe, confronté à des défis d'une autre nature. On retrouve ici la majeure partie des pays d'Afrique et des mondes arabe et islamique. L'intérêt que porte l'impérialisme à ces pays concerne exclusivement leurs ressources naturelles (terres agricoles convoitées par l'agri business, pétrole, minéraux). L'important est de noter que les interventions des puissances impérialistes sont presque toujours ici d'une brutalité extrême. La différence qui sépare ce monde du Sud "marginalisé" des pays émergents est que tandis que dans ces derniers la classe dirigeante a un projet –fut il national bourgeois- dans les premiers cette classe n'a véritablement aucun projet autre que celui de s'ajuster au jour le jour aux exigences de la mondialisation telle qu'elle est.

L'image du monde contemporaine est bien celle d'avancées réalisées malgré tout en Amérique latine plus marquées qu'ailleurs. La raison de ces succès – en dépit de leur vulnérabilité – est double. D'une part elle est le produit d'un sentiment puissant que le continent doit sortir de son extrême dépendance à l'égard des Etats Unis, affirmée et réaffirmée chaque jour, de la doctrine Monroe (1823) à Obama inclus. Mais ces avancées auraient été impensables sans l'entrée en action de mouvements populaires puissants.

L'alternative : vers une nouvelle vague d'initiatives indépendantes du Sud

Les termes dans lesquels le défi doit être analysé doivent prendre en considération les trois instances de la réalité : peuples, nations, Etats.

Il est possible de construire un bloc hégémonique associant les différentes classes dominées et exploitées alternatif à celui qui permet la reproduction du système de la domination du capitalisme impérialiste, exercée à travers le bloc hégémonique comprador et l'Etat dépendant à son service.

La mention des nations fait référence au fait que la domination impérialiste nie la dignité des « nations » forgées par l'histoire des sociétés des périphéries. Elle en détruit systématiquement les composantes qui leur donnent leur originalité, au profit d'une « occidentalisation » de pacotille. La libération des peuples est alors indissociable de celle des nations qu'ils sont. Les « nations veulent leur libération », entendue dans un sens complémentaire au combat des peuples et non conflictuel avec celui-ci. La libération en question n'est donc pas la restauration du passé – l'illusion du passéisme culturaliste – mais l'invention de l'avenir à partir de la transformation radicale de l'héritage historique, en lieu et place de l'importation artificielle d'une fausse « modernité ».

La référence à l'Etat est fondée sur la reconnaissance nécessaire de l'autonomie du pouvoir dans ses relations avec le bloc hégémonique qui fonde sa légitimité, même si celui-ci est populaire et national. Non pas seulement parce que les avancées populaires et nationales doivent être protégées de l'agression permanente de l'impérialisme toujours dominant à l'échelle mondiale. Mais aussi – et peut être surtout – parce que « avancer dans la longue transition » exige à son tour « développer les forces productives », c'est-à-dire réaliser ce que l'impérialisme interdit aux pays concernés des périphéries : gommer l'héritage de la polarisation mondiale qui est indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Le programme n'est pas synonyme de « rattrapage » par imitation des modèles du capitalisme central ; un rattrapage au demeurant impossible et de surcroît non souhaitable. Il impose une conception différente de la « modernisation/industrialisation », fondée sur la participation

effective des classes populaires à sa réalisation et à leur bénéfice immédiat à chaque étape de la progression.

« Les Etats veulent l'indépendance ». Il faut l'entendre comme un objectif double : indépendance (forme extrême de l'autonomie) à l'égard des classes populaires, indépendance à l'égard des pressions du système mondial capitaliste. La « bourgeoisie » (plus largement la classe dirigeante aux postes de commande de l'Etat, dont les ambitions tirent toujours en direction d'une évolution bourgeoise) est simultanément nationale et compradore. Si les circonstances lui permettent d'élargir sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme dominant, elle choisit la voie de la « défense des intérêts nationaux ». Mais si elles ne le lui permettent pas, elle s'inscrit dans une soumission « compradore » aux exigences de celui-ci. La « nouvelle classe dirigeante » (ou « groupe dirigeant ») est encore sur ce plan en position ambiguë même lorsqu'elle est assise sur un bloc populaire, du fait de la tendance « bourgeoise » qui l'anime au moins partiellement.

L'articulation correcte de ces trois instances de la réalité conditionne le succès des avancées sur la longue route de la libération. Il s'agit de renforcer le caractère complémentaire possible des avancées du peuple, de la libération de la nation et des réalisations du pouvoir d'Etat. Si par contre on laisse se développer la contradiction entre l'instance populaire et l'Etat, les avancées en question risquent d'être mises en déroute.

Parce que ni les peuples, ni les nations, ni les Etats des périphéries ne sont à l'aise dans le système impérialiste, le « Sud » est la « zone des tempêtes », celle des soulèvements et des révoltes permanentes. Et l'histoire contemporaine a été principalement celle de ces révoltes et des initiatives indépendantes (au sens d'indépendantes des tendances qui dominent à l'échelle du système capitaliste impérialiste en place) des peuples, des nations et des Etats des périphéries. Ce sont ces initiatives – en dépit de leurs limites et contradictions – qui ont façonné les transformations les plus décisives du monde contemporain, bien davantage que les progrès des forces productives et que les ajustements sociaux relativement faciles qui les ont accompagnés dans les centres du système.

Le long déclin du capitalisme/impérialisme obsolète et la longue transition au socialisme constituent ainsi les deux pôles antagonistes du défi. Le déclin par lui-même ne produit pas d'avancées sur la route du socialisme ; tout au contraire la logique des réponses que le capital donne à ce défi s'inscrit sur la pente glissante de la barbarie – « l'apartheid à l'échelle mondiale ». Néanmoins ce déclin crée simultanément des conditions favorables à un engagement sur la route de la longue transition socialiste.

Comment se sont enchevêtrés ces deux avenir possibles ? "L'autre monde" en construction est toujours ambivalent ; il porte en lui le pire et le meilleur, tous deux « possibles » (il n'y a pas de lois de l'histoire antérieures à l'histoire). Une première vague d'initiatives des peuples, des nations et des Etats de la périphérie s'est déployée au XXe siècle jusque vers 1980. Une seconde vague d'initiatives est d'ores et déjà amorcée. Des pays « émergents », et d'autres, comme leurs peuples, combattent les moyens par lesquels l'impérialisme collectif de la triade tente de perpétuer sa domination. Les interventions militaires de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN sont mises en échec. Le système financier mondialisé s'effondre et à sa place des systèmes régionaux autonomes sont en voie de se constituer. Les monopoles technologiques des oligopoles sont battus en brèche. La récupération du contrôle des ressources naturelles est à l'ordre du jour. Les organisations populaires et les partis de la gauche radicale en lutte ont parfois déjà mis en déroute les programmes libéraux ou sont sur la voie qui y conduit. Ces initiatives, d'abord fondamentalement anti-impérialistes, portent en elles un potentiel qui leur permet de s'engager sur la longue route de la transition socialiste.